Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
L. 682/1
4 NOV. 1949
Transmis à M. Bureau
Overgemaakt aan de H. Coordination

L.682/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le 25 octobre 1949, d'une demande d'avis urgent sur un projet d'arrêté du Régent déterminant les conditions d'électorat pour la constitution des Conseils d'entreprises et la procédure relative à la confection des listes électorales, a donné en sa séance du 29 octobre 1949 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 25e October 1949 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem dringend van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent tot vaststelling van de kiesrechtsvoorwaarden voor de oprichting der ondernemingsraden en van de procedure voor de opmaking der kiezerslijsten, heeft ter zitting van 29 October 1949 het volgend advies gegeven :

ARRETE DU REGENT DETERMINANT LES CONDITIONS D'ELECTORAT POUR LA CONSTITUTION DES CONSEILS D'ENTREPRISE ET LA PROCEDURE RELATIVE A LA CONFECTION DES LISTES ELECTORALES.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, notamment les articles 18, 24 et 27;

Vu l'arrêté du Régent du 13 juillet 1949 organisant l'élection des délégués aux conseils d'entreprises, notamment les articles 1 à 3, 16 et 29;

Vu l'avis des commissions paritaires compétentes ou à leur défaut celui des délégués des organisations les plus représentatives des chefs d'entreprises et des travailleurs représentées au sein du conseil paritaire général;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et du Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

./.....

Chapitre 1er - CONDITIONS D'ELECTORAT .

Article 1er -

Pour participer à l'élection des délégués du personnel au conseil d'entreprise, le travailleur doit, à la date de l'affichage prévu par l'article 8 de l'arrêté du Régent du 13 juillet 1949 :

1° avoir la nationalité belge ou posséder depuis deux ans au moins le permis de travail prévu par l'arrêté royal du 31 mars 1936, complétant et coordonnant les dispositions relatives à l'emploi de la main-d'oeuvre étrangère, modifié par l'arrêté du Régent du 28 février 1947;

2° avoir atteint l'âge de 18 ans accomplis;

3° être occupé depuis trois mois au moins dans l'entreprise;

4° avoir été occupé pendant un an au moins dans la branche d'activité dont relève l'entreprise.

Il doit en outre faire partie du personnel de l'entreprise à la date de l'élection.

Article 2 -

A défaut de preuve écrite, la preuve des conditions d'électorat prévues à l'article 1er du présent arrêté peut être faite par toutes voies de droit.

Chapitre II - CONFECTION DES LISTES ELECTORALES

Article 3 -

Sous réserve de l'application de l'article 16 de l'arrêté du Régent du 13 juillet 1949, la qualité d'électeur est constatée par l'inscription sur les listes électorales.

./...

Article 4 -

Les listes électorales sont dressées dans l'ordre alphabétique des noms des électeurs, par le conseil d'entreprise ou par le chef d'entreprise lorsqu'il n'existe pas encore de conseil d'entreprise.

Elles mentionnent les nom, prénoms, profession, nationalité, lieu et date de naissance de chaque électeur, la durée de l'occupation de l'électeur dans la branche d'activité dont relève l'entreprise et la date de son dernier embauchage ou engagement dans l'entreprise.

Si l'électeur est étranger ou apatride, les listes mentionnent en outre la date à laquelle il a obtenu le permis de travail prévu à l'article 1er, 1° du présent arrêté.

Article 5 -

Dans les trois jours qui suivent la date de l'affichage prévu à l'article 3 de l'arrêté du Régent du 13 juillet 1949 susmentionné, les listes électorales provisoirement arrêtées sont déposées et mises à la disposition des travailleurs en un endroit de l'entreprise qui leur est accessible.

Article 6 -

Le jour même du dépôt des listes provisoires, celui ci est porté à la connaissance des travailleurs par un avis affiché dans les locaux de l'entreprise, à un endroit apparent

Cet avis leur fait connaître qu'ils peuvent dans les cinq jours du dépôt faire parvenir au conseil d'entreprise, ou s'il n'en existe pas encore, au chef d'entreprise, toutes réclamations auxquelles les listes pourraient donner lieu soit du chef de non-inscription ou d'inscription indue d'électeurs, soit du chef d'inexactitudes relatives aux indications prévues à l'article 4 du présent arrêté.

./..

Article 7 -

Dans les trois jours qui suivent l'expiration du délai de réclamation, le conseil d'entreprise, ou, s'il n'en existe pas encore, le chef d'entreprise, statue sur les réclamations par décision motivée, après avoir entendu ou dûment appelé les travailleurs intéressés.

Celle-ci est portée à la connaissance des travailleurs par un avis affiché, dans le même délai de trois jours, dans les locaux de l'entreprise, à un endroit apparent.

Article 8 -

Dans les trois jours de l'affichage de la décision prévue à l'article 7, les travailleurs intéressés peuvent introduire un recours contre cette décision auprès du conseil de prud'hommes ou à son défaut du juge de paix du ressort de l'entreprise.

Ce recours est introduit par requête verbale ou écrite sans préliminaire de conciliation.

Article 9 -

La juridiction saisie statue dans les huit jours de la réception du recours, après avoir entendu ou dûment appelé le chef d'entreprise et le travailleur intéressé.

Sa décision est sans appel et notifiée immédiatement par simple lettre au conseil d'entreprise, au chef d'entreprise et aux travailleurs intéressés.

Article 10 -

Les listes électorales sont définitivement clôturées six jours avant la date fixée pour l'élection. Elles ne peuvent modifier les listes provisoires que sur les points qui ont donné lieu à réclamations, et conformément aux décisions intervenues sur celles-ci par application des articles 7 et 9 du présent arrêté.

./....

Article 11 -

Les fonctionnaires désignés par le Roi et notamment les inspecteurs sociaux surveillent l'exécution du présent arrêté.

Article 12 -

Les avis prévus aux articles 6 et 7 du présent arrêté portent obligatoirement la mention suivante :

" Pour assurer le caractère vraiment représentatif de la délégation qui sera élue, tous les travailleurs ont le devoir de participer au vote. "

Article 13 -

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Article 14 -

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et le Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE REGENT :

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Le Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes,

BESLUIT VAN DE REGENT TOT VASTSTELLING VAN DE VOORWAARDEN VAN KIESRECHT VOOR DE OPRICHTING DER ONDERNEMINGSRADEN EN VAN DE PROCEDURE VOOR DE OPMAKING DER KIEZERSLIJSTEN.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 20 September 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, namelijk op de artikelen 18, 24 en 27 ;

Gelet op het besluit van de Regent van 13 Juli 1949, waarbij de verkiezing van de afgevaardigden van het personeel bij de ondernemingsraden wordt ingericht, namelijk op de artikelen 1 tot 3, 16 en 29 ;

Gelet op het advies der bevoegde paritaire comité's of, bij ontstentenis daarvan, der afgevaardigden van de meest representatieve organisaties van ondernemingshoofden en arbeiders, vertegenwoordigd in de algemene paritaire raad ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg en van de Minister van Economische Zaken en Middenstan

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

.../....

Hoofdstuk I.- VOORWAARDEN VAN KIESRECHT.

Artikel 1.-

Om aan de verkiezing van de afgevaardigden van het personeel bij de ondernemingsraad deel te nemen, moet de arbeider op de dag van de aanplakking, bepaald bij artikel 3 van het besluit van de Regent van 13 Juli 1949 :

1° de Belgische nationaliteit hebben of sedert ten minste twee jaar in het bezit zijn van de arbeidsvergunning bepaald bij het koninklijk besluit van 31 Maart 1936, houdende aanvulling en samenvoeging van de bepalingen op het in dienst hebben van vreemde arbeiders, zoals dit werd gewijzigd bij besluit van de Regent van 28 Februari 1947 ;

2° de leeftijd van volle achttien jaar hebben bereikt ;

3° sedert ten minste drie maand in de onderneming te werk gesteld zijn ;

4° ten minste één jaar in de bedrijfstak waaronder de onderneming valt, te werk gesteld zijn geweest ;

Hij moet bovendien, op de datum der verkiezing, deel uitmaken van het personeel der onderneming.

Artikel 2.-

Wanneer geen schriftelijk bewijs bestaat, kan het bewijs van de in artikel 1 van dit besluit gestelde voorwaarden van kiesrecht door alle rechtsmiddelen worden geleverd.

Hoofdstuk II.- OPMAKEN VAN DE KIEZERSLIJSTEN.

Artikel 3.-

Behoudens toepassing van artikel 16 van het besluit van de Regent van 13 Juli 1949, wordt de hoedanigheid van kiezer vastgesteld door de inschrijving op de kiezerslijsten.

.../...

Artikel 4.-

De kiezerslijsten worden in de alphabetische volgorde van de namen der kiezers opgemaakt door de ondernemingsraad of, wanneer er nog geen ondernemingsraad bestaat, door het ondernemingshoofd.

Zij vermelden naam, voornamen, beroep, nationaliteit, geboorteplaats en -datum van ieder kiezer, de duur der tewerkstelling van de kiezer in de bedrijfstak waaronder de onderneming valt en de datum van zijn laatste aanwerving of dienstneming in de onderneming.

Indien de kiezer een vreemdeling of een vaderlandloze is, wordt ook de datum waarop hij de bij artikel 1, 1° van dit besluit bedoelde arbeidsvergunning heeft bekomen, op de lijsten vermeld.

Artikel 5.-

Binnen de drie dagen volgend op de datum der aanplakking, bepaald bij artikel 3 van voormeld besluit van de Regent van 13 Juli 1949, worden de voorlopig vastgestelde kiezerslijsten neergelegd en ter beschikking van de arbeiders gesteld op een plaats van de onderneming, die voor hen toegankelijk is.

Artikel 6.-

De dag zelf waarop de voorlopige lijsten worden neergelegd, wordt hiervan aan de arbeiders kennis gegeven door middel van een bericht, aangeplakt op een zichtbare plaats in de lokalen der onderneming.

Door dit bericht wordt hun ter kennis gebracht dat zij, binnen vijf dagen na de neerlegging, bij de ondernemingsraad of, zo er nog geen bestaat, bij het ondernemingshoofd alle klachten mogen indienen waartoe de lijsten, hetzij wegens niet inschrijving of onrechtmatige inschrijving van kiezers, hetzij wegens onnauwkeurigheden in de bij artikel 4 van dit besluit bepaalde aanduidingen mochten aanleiding geven.

.../...

Artikel 7.-

Binnen drie dagen na het verstrijken van de termijn voor het indienen van klachten doet de ondernemingsraad of, indien er nog geen bestaat, het ondernemingshoofd bij gemotiveerde beslissing uitspraak over de klachten, na de belanghebbende arbeiders te hebben gehoord of behoorlijk geroepen.

Deze beslissing wordt de arbeiders ter kennis gebracht door middel van een bericht dat binnen dezelfde termijn van drie dagen op een zichtbare plaats in de lokalen der onderneming wordt aangeplakt.

Artikel 8.-

Binnen drie dagen na de aanplakking van de bij artikel 7 bepaalde beslissing, mogen de belanghebbende arbeiders bij de werkrechtersraad of, bij ontstentenis daarvan, bij de vrederechter, van het gebied der onderneming tegen die beslissing beroep instellen.

Dit beroep wordt bij mondeling of schriftelijk verzoek ingesteld zonder voorafgaande poging tot verzoening.

Artikel 9.-

Het rechtsprekend orgaan waarbij het beroep is ingesteld beslist binnen acht dagen na ontvangst van het beroep, na het ondernemingshoofd en de belanghebbende arbeider te hebben gehoord of behoorlijk geroepen.

Zijn beslissing is niet vatbaar voor beroep en wordt onmiddellijk door middel van een gewone brief ter kennis gebracht van de ondernemingsraad, van het ondernemingshoofd en van de arbeiders, die erbij betrokken zijn.

Artikel 10.-

De kiezerslijsten worden definitief gesloten zes dagen vóór de datum die voor de verkiezing is vastgesteld. Zij

.../...

mogen de voorlopige lijsten slechts wijzigen betreffende de punten waaromtrent klachten werden ingediend en overeenkomstig de beslissingen welke voor die klachten bij toepassing van de artikelen 7 en 9 van dit besluit zijn genomen.

Artikel 11.-

De door de Koning aangewezen ambtenaren en namelijk de sociale inspecteurs houden toezicht over de uitvoering van dit besluit.

Artikel 12.-

In de berichten, bepaald bij de artikelen 6 en 7 van dit besluit, is de volgende mededeling verplicht:

" Opdat de afvaardiging die zal gekozen worden werkelijk representatief zou zijn, hebben al de arbeiders de plicht aan de stemming deel te nemen".

Artikel 13.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 14.-

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg en de Minister van Economische Zaken en Middenstand zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

De Minister van Economische Zaken en Middenstand,

Etaient présents: Waren aanwezig:

Messieurs :	J. SUETENS,	président du Conseil d'Etat,	président
De Heren :		voorzitter van de Raad van State,	voorzitter
	V. DEVAUX,	conseillers d'Etat	
	M. SOMERHAUSEN,	raadsheren van State	
	G. PIQUET,	greffier adjoint,	greffier
		adjunct-griffier,	griffier

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS, président.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS, voorzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,